



Monsieur Lucien WEILER  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 12 janvier 2009

Monsieur le Président,

Par la présente, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi.

Pour assurer le service d'hiver avec l'efficacité nécessaire, il devient parfois nécessaire pour les communes d'organiser un travail posté ou de pouvoir dépasser la durée de travail maximale telle que fixée par l'article L.211-12 du Code du Travail (10 heures/jour et 48 heures/semaine), ceci du fait que l'intervention du service d'hiver repose sur des phénomènes naturels, surgissant irrégulièrement sur une période de plusieurs mois, avec une intensité ou abondance variable et pour une durée imprévisible.

Beaucoup de communes ne disposent pas du personnel nécessaire pour pouvoir faire fonctionner un travail posté sur une période prolongée et en cas de chutes de neige abondantes ou continues ou en période de gel prolongée.

A première vue, le point 5 de l'article L.211-13 du Code du Travail, lequel permet de travailler jusqu'à 12 heures par jour et 60 heures par semaine et lequel vise les « entreprises travaillant dans un secteur où les fortes variations saisonnières reposent sur des phénomènes naturels et ne peuvent être tempérés par des mesures techniques », semble former la base légale idéale pour répondre le mieux aux besoins spécifiques du service d'hiver. Or, le principe général régissant cette disposition en limite l'application à des « secteurs strictement délimités » et limite la période couverte à « une seule partie de l'année dont la durée ne peut excéder six semaines ».

Il appert que, même si le service d'hiver était considéré comme étant un « secteur strictement délimité », l'article L.211-13, lequel est le seul à permettre un dépassement de toutes les limites fixées par l'article L.211-12, ne constitue pas nécessairement la



bonne base légale en la matière puisque la période d'activité du service d'hiver dépasse certainement une durée continue de six semaines.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

- Est-ce que l'article L.211-13 peut servir de base légale au travail supplémentaire presté dans le cadre du service d'hiver ?
- L'article L.211-24, lequel traite des travaux nécessaires pour faire face à des accidents survenus ou imminents et des travaux commandés par un cas de force majeure, entrepris « pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'établissement », peut-il servir de base légale au travail supplémentaire presté dans le cadre du service d'hiver ?

Dans l'affirmative, quelle est la durée de travail maximale par jour et par semaine découlant de la combinaison des articles L.211-16(3) (repos), L.211-24 et L.211-26 ?

- Au cas où les réponses à toutes ces questions seraient négatives, il faudra en conclure que le Code du Travail ne couvre pas les besoins spécifiques du service d'hiver. Sera-t-il alors envisagé de modifier la législation afin que le but exposé soit atteint ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Jean-Pierre Klein  
Député



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État  
La Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 9 mars 2009

Monsieur le Président  
de la Chambre des Députés

Luxembourg

CHAMBRE DES DEPUTES  
Entrée le:  
11 MARS 2009

Personne en charge du dossier:  
Nicole Sontag-Hirsch  
☎ 247 - 82952

Réf.: 2008 - 2009 / 3073 - 04

**Objet:** Réponse à la question parlementaire n° 3073 du 12 janvier 2009  
de Monsieur le Député Jean-Pierre Klein.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi à la question parlementaire sous objet, concernant le service d'hiver à assurer par les communes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour la Secrétaire d'Etat aux Relations  
avec le Parlement

Daniel Andrich  
Conseiller de Gouvernement 1<sup>re</sup> classe

Luxembourg, le 4 mars 2009



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Travail et de l'Emploi

Secrétariat Général

Réf. : JZ/ QP 3073-JP Klein/2009/bh

Prière d'indiquer nos références dans chaque échange de courrier

Le Ministre aux Relations avec le Parlement <b>SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION</b>	
Reg.:	SCL:
Entré le: - 6 MARS 2009	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

**Madame Octavie MODERT**  
Secrétaire d'Etat aux Relations avec  
le Parlement

43 boulevard F. Roosevelt  
L - 2450 Luxembourg

**Concerne : Question parlementaire n° 3073 du 12 janvier 2009 de l'honorable  
Député Monsieur Jean-Pierre KLEIN ;**

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse à la question parlementaire de  
Monsieur le Député Jean-Pierre KLEIN.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments très  
distingués.

**François BILTGEN**  
Ministre du Travail et de l'Emploi



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Travail et de l'Emploi  
Secrétariat Général

## **Réponse à la Question Parlementaire no 3073 de l'honorable Député Monsieur Jean-Pierre KLEIN**

Si en principe et conformément à l'article L.211-5 du Code du travail, la durée de travail est strictement limitée à huit heures par jour et quarante heures par semaine, une plus grande souplesse peut trouver application dans des secteurs strictement délimités caractérisés par des pointes extraordinaires saisonnières concentrées sur une seule partie de l'année dont la durée ne peut excéder six semaines.

En effet, dans ces secteurs, une convention collective ou un accord subordonné peuvent, sous certaines conditions, autoriser une durée de travail journalière maximale supérieure à huit heures mais n'excédant pas douze heures et une durée de travail hebdomadaire maximale supérieure à quarante heures mais n'excédant pas soixante heures.

Comme l'Administration des Ponts et Chaussées peut, en ce qui concerne le service hivernal en question, être considérée comme faisant partie d'un secteur strictement limité et caractérisé par des pointes extraordinaires saisonnières concentrées sur une seule partie de l'année, elle peut évidemment, dans le respect des conditions posées par l'article L.211-13, profiter de ce régime extraordinaire.

Concernant la limite des six semaines il y a lieu de préciser qu'elle n'est pas nécessairement à comprendre comme cadastrant l'applicabilité du régime dérogatoire à une période prédéfinie et continue de six semaines mais peut être interprétée comme autorisant l'application effective et, le cas échéant, non continue de ces dérogations extraordinaires pendant au maximum six semaines.

Monsieur le Député aura donc remarqué à la lecture de la description de la situation juridique existante que le Code du Travail offre assez de flexibilités aux employeurs, même dans le cadre de travaux engendrés par les intempéries.

D'ailleurs, le Code du Travail n'est pas un instrument de flexibilisation du temps de travail dans l'intérêt des employeurs publics ou privés, mais constitue fondamentalement le corps de droit dont la finalité essentielle est la protection des travailleurs, notamment en termes de santé et de sécurité au travail.

Or, en prévoyant la possibilité d'étendre la durée de travail, évidemment par voie conventionnelle, à 12 heures par jour et 60 heures par semaine, le Code du Travail a fixé une limite supérieure qui permet, avec les conditions de compensation prévues par le texte et indispensables pour ne pas mettre en péril ni la santé des travailleurs, ni leur sécurité, mais aussi celle d'autrui, de concilier les contraintes des employeurs et la protection des travailleurs.

Je demanderai donc à Monsieur le Député de vérifier ce que prévoient les dispositions conventionnelles applicables à son secteur, sinon d'étudier quelles sont les possibilités pour les communes de négocier avec les partenaires sociaux un accord comparable à l'avenant existant en la matière dans le contrat collectif des ouvriers de l'Etat, ou de faire étendre cet accord.

A défaut, je serais intéressé de savoir si Monsieur le Député entend revendiquer l'extension de la durée maximale du travail, pour les travailleurs concernés par les travaux dus aux intempéries hivernales, au-delà de 12 heures par jour et 60 heures par semaine.

Je voudrais en effet mettre le débat dans le contexte des discussions politiquement très délicates sur la nouvelle directive concernant l'aménagement du temps de travail, et notamment les attaques syndicales contre ce qu'ils considèrent comme une flexibilisation induite du temps de travail. Revendiquer un temps de travail plus étendu signifierait en effet que le Gouvernement modifie sa position actuelle et qu'il se prononce pour le recours dit à l'« opt-out » (dérogation au principe de la semaine des 48 heures), ce qu'il a toujours refusé à ce stade.